



Il est grand temps de pérenniser et d'amplifier la contribution de la Suisse à l'intégration, à la sécurité et à la stabilité européennes

Pour l'Union européenne (UE), l'année 2024 est une année charnière. Les élections au Parlement européen de début juin et les nouvelles majorités au Conseil européen résultant de nombreuses élections nationales posent d'énormes défis à l'UE. La polarisation s'est encore accrue. Malgré les résultats électoraux parfois remarquables de la social-démocratie et d'autres partis de gauche dans différents pays européens, il est devenu plus difficile de gouverner. L'Europe sociale, écologique et démocratique est sous pression, et l'immobilisme menace à une époque où le progrès et le changement sont plus urgents que jamais. Les partis nationalistes, populistes et d'extrême droite ont gagné en popularité dans de nombreux États membres fondateurs de l'UE. Dans ce contexte, la guerre impérialiste d'anéantissement menée par la Russie contre l'Ukraine, la crise climatique, qui progresse et se manifeste avec toujours plus d'évidence, la faiblesse du multilatéralisme, les tensions géopolitiques et, en particulier, la situation politiquement fragile observée aux États-Unis exigent une Europe forte et souveraine. Il faut encourager la compréhension, l'échange et la création d'institutions, afin d'assurer la prospérité, la sécurité et la stabilité.

Le PS Suisse est un parti européen¹. Dans un monde globalisé de dérégulation et de concurrence internationale entre places économiques au profit des grands groupes et des super-riches – en bref, un monde où règne la perte de contrôle –, la sécurité sociale, la démocratie et la souveraineté ne peuvent être garanties et développées que par une intégration régionale ou continentale. De nombreux exemples de l'histoire récente le démontrent clairement :

- Au cours de la législature précédente, l'UE a couvert les assurances-chômage nationales pendant la pandémie de Covid-19 et a soutenu la reconstruction économique à hauteur de milliards d'euros. Cela a permis de sauvegarder des centaines de milliers d'emplois et d'assurer une reprise économique rapide et réussie du marché intérieur.
- Grâce à une nouvelle directive sur la protection des données et à la réglementation des plateformes la plus complète du monde, les droits fondamentaux des citoyen-nes européen-nes ont été renforcés et les grands groupes d'entreprises de technologie ont été remis à leur place.

¹ Le PS Suisse a confirmé sa position pour la dernière fois lors du Congrès de Bâle du 30 octobre 2022 en adoptant le document stratégique intitulé « Vers une Europe sociale et démocratique ».

- Avec le « Green Deal » européen, l'UE a lancé un énorme programme d'investissement et de régulation pour la transformation écologique de l'économie et de la société.
- Le règlement contre la déforestation a établi une norme mondiale visant à lutter efficacement contre le déboisement des forêts primaires.
- La loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement et l'interdiction d'importer des produits fabriqués grâce au travail forcé renforcent les droits humains et les droits du travail dans le monde entier.
- Avec le pilier européen des droits sociaux et en particulier le salaire minimum européen, l'UE a établi un instrument global et transnational pour de meilleurs salaires et des conditions de travail décentes.

Aucune de ces conquêtes n'aurait pu être mise en œuvre efficacement par un seul pays du continent. Seule une action commune permet à la démocratie européenne d'exercer une influence dans une économie mondialisée.

Aucun de ces succès n'a été obtenu sans résistance. La social-démocratie européenne, les syndicats et les organisations non gouvernementales ont obtenu ces avancées au sein des institutions européennes grâce à la pression de la société civile et de la classe politique, dans le cadre d'âpres négociations contre des intérêts économiques particuliers. Le PS Suisse restera fermement aux côtés de ceux de ses partis frères qui s'engagent, dans des circonstances difficiles, pour une Europe sociale, écologique et démocratique.

Cela dit, pour le PS Suisse, il est également clair que notre pays doit s'impliquer davantage dans le processus d'unification européenne et prendre ses responsabilités en matière de sécurité, de stabilité et de progrès social en Europe. De nombreux développements au sein de l'UE nous concernent directement. Notre non-participation aux processus décisionnels affaiblit la souveraineté de notre pays et est indigne d'une démocratie. À cela s'ajoute le fait que la Suisse profite des libertés fondamentales européennes et de la force de l'Europe. C'est donc aussi une question de solidarité internationale que de rendre quelque chose à l'Europe et d'aider à renforcer les droits humains ainsi que les États de droit démocratiques.

En ces temps de turbulences, le PS Suisse exige les mesures immédiates suivantes en matière de politique européenne :

- **La conclusion rapide, par le Conseil fédéral, des négociations sur les futures relations entre la Suisse et l'UE :** le PS attend du Conseil fédéral qu'il conclue rapidement les négociations sur les futures relations de la Suisse avec l'UE et qu'il les accompagne d'un paquet de mesures intelligentes de politique intérieure. Il est indispensable que la Suisse règle ses relations avec ses voisins par voie contractuelle et obtienne ainsi un droit de participation aux développements juridiques importants qui la concernent. Ce faisant, le Conseil fédéral doit tenir compte de la protection des salaires, des conditions de travail et des services de base, afin de garantir que les gains de prospérité résultant de la prochaine étape d'intégration soient répartis équitablement.

- **La fin de l'exception suisse en matière d'importation de produits fabriqués en violation des droits humains, des normes environnementales ou de la déforestation :** avec la loi sur la chaîne d'approvisionnement, l'accord sur le travail forcé et le règlement contre la déforestation, l'UE a établi des règles contre la mise sur le marché de marchandises produites dans des conditions incompatibles avec les droits humains fondamentaux ou les objectifs climatiques de Paris. La Suisse, en tant que participante au marché intérieur de l'UE, n'a pas le droit de contourner ces règles. Le Conseil fédéral doit soumettre le plus rapidement possible des projets au Parlement en vue d'intégrer ces trois textes dans le droit suisse.
- **Une coopération dans le cadre du « Green Deal » de l'UE pour une protection efficace du climat et une économie d'avenir :** le PS demande au Conseil fédéral de viser une association au « Green Deal » de l'UE ainsi qu'une coopération renforcée dans le domaine des mesures de politique industrielle. La décarbonisation de l'économie est un projet gigantesque, mais qui offre aussi des opportunités pour la Suisse en tant que pôle de travail et d'innovation. Et la sécurité de l'approvisionnement en biens de base constitue un facteur de sécurité et de prospérité pour la Suisse. Si la Suisse perd la possibilité de participer à la mise en place de sites de production écologiques et de chaînes d'approvisionnement européennes, elle risque de se faire distancer sur les plans de la politique climatique et de l'économie.
- **Accroître la participation de la Suisse à l'architecture européenne de sécurité :** le PS salue les efforts du Conseil fédéral pour participer à la politique européenne de sécurité et de défense dans le cadre de la Coopération structurée permanente (CSP) de l'UE (« *Permanent Structured Cooperation* » (PESCO)). La sécurité et la stabilité ne peuvent être atteintes ni en faisant cavalier seul ni en scellant des alliances militaires alignées sur les intérêts stratégiques de Washington ou influencées par le régime autocratique d'Ankara. L'Europe doit renforcer le système de sécurité collective et coopérative dans le cadre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En outre, la Suisse doit contribuer à l'instauration d'une politique étrangère et de sécurité cohérente à l'intérieur de l'UE. Le PS demande que le Conseil fédéral s'efforce d'obtenir une association plus poussée de la Suisse à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) (« *Gemeinsame Sicherheits- und Verteidigungspolitik* » (GVSP)) de l'UE.

Les défis sociaux, politiques, environnementaux et économiques auxquels l'Europe est confrontée nécessitent des mesures énergiques et coordonnées. La Suisse, en tant que partie intégrante de l'Europe, doit rapidement approfondir ses relations avec l'UE et participer activement à la résolution de ces défis. Une clarification des questions institutionnelles dans le cadre des accords sur le marché intérieur, une sécurisation des programmes de coopération actuels ainsi que, désormais, une coopération forte dans les domaines de la sécurité, du développement industriel, de la protection du climat et de la promotion des droits humains sont indispensables pour assurer le progrès et la prospérité de la Suisse. De plus, la Suisse pourra ainsi contribuer à la cohésion européenne.